

Loi de l'impôt sur le revenu (N° 2)

Ce parti dépend directement de ces compagnies-là, et puis il les blâme de vouloir produire davantage, alors qu'il n'a pas trouvé la solution.

Je vais donner un exemple. Je suis allé en Tchécoslovaquie, où existe un régime socialiste. Quand j'y suis allé, j'étais avec le vice-président du pays. Le député de Gaspé (M. Cyr) était avec moi. Nous sommes allés visiter une usine d'automobiles. Nous en avons ici, au Canada, et nous en importons des États-Unis également. Mais l'usine Skoda, tout près de Prague, qui emploie 5,000 personnes, produit des automobiles surtout pour fins d'exportation. Or, à Montréal, les voitures se détaillent \$1,950, alors qu'en Tchécoslovaquie, où elles sont construites, où l'on a aboli les «corporate welfare bums», où le gouvernement est socialiste, où le gouvernement a tout nationalisé—l'usine Skoda comme les autres—les mêmes voitures se vendent \$2,750. Je demande pourquoi au vice-président. Il dit: Nous avons ajouté des taxes de vente parce que nous ne voulons pas que nos concitoyens achètent ces automobiles-là. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas de routes. S'ils achetaient les automobiles, nous serions obligés de construire des routes. Cela se passe en Tchécoslovaquie!

Une autre usine, que je visitais, a été nationalisée par le gouvernement socialiste; il s'agit de la Bata Shoe qui, en 1934, pas hier, mais il y a 40 ans, produisait suffisamment de chaussures pour chauffer le monde entier trois fois, y compris les députés de Skeena et de Timiskaming (MM. Howard et Peters). Il s'agissait d'une entreprise privée, d'un «corporate welfare bum»,...

Une voix: Que pensez-vous de ceux d'Italie?

M. Caouette (Témiscamingue): Ils doivent venir d'Italie ceux-là, il doit y avoir un peu de socialisme là-dedans.

Monsieur le président, aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, toutes les grandes bâtisses de la Bata Shoe sont fermées; le gouvernement n'a même pas pu les maintenir après les avoir nationalisées, et la Bata Shoe s'est établie ailleurs, aux États-Unis, au Canada. En Tchécoslovaquie, aujourd'hui, au lieu de produire pour chauffer le monde entier trois fois, on importe des chaussures d'Italie et d'autres pays, parce qu'on a aboli les «corporate welfare bums». Voilà du progrès!

Monsieur le président...

Une voix: Il faut travailler quatre ou cinq ans avant d'avoir son automobile, là-bas.

M. Caouette (Témiscamingue): Oui, quatre, cinq ou six ans pour avoir sa voiture automobile, c'est entendu. Il faut la payer comptant, il n'y a pas de plan de finance là-bas. On dit: On n'a pas de finance. C'est vrai, mais les gens marchent «en étoile», par exemple.

Monsieur le président, je ne comprends pas; il est correct de dire que les grandes compagnies doivent être contrôlées, dominées; mais par quoi faut-il les remplacer? Par des sociétés d'État qui font pire, comme dans des pays socialistes qui n'ont pas le niveau de vie que nous connaissons. Cela serait une solution.

Remarquons bien que je ne dis pas que la diminution d'impôt de 9 p. 100 va régler le problème, ce n'est pas vrai. Que le ministre des Finances (M. Turner) ne se fasse pas d'illusions avec cela, cela ne réglera pas le problème. Pourquoi? Parce qu'aussitôt que les néo-démocrates vont voir que les compagnies font un peu plus de profit parce qu'elles paient moins d'impôt, on assistera à une course aux augmentations de salaires. Et les compagnies, qui sont intéressées à faire des profits, ne créeront pas tellement

[M. Caouette (Témiscamingue).]

d'emplois supplémentaires. Je ne pense pas que cela crée un seul emploi. Cela n'augmentera pas le pouvoir d'achat des consommateurs, cela ne permettra pas l'écoulement normal de la production canadienne; alors, on n'atteindra pas le but auquel vise le bill.

Le bill vise à rendre les sociétés plus concurrentielles sur le marché international. Nous avons une population de 20 millions, et nous produisons. Aux États-Unis, où la population s'élève à 220 millions, on n'a pas la même production que nous *per capita*. C'est clair que les États-Unis peuvent produire à meilleur compte que nous. Alors, cela ne réglera pas le problème; il faudra encore assurer des pertes afin de pouvoir exporter nos produits.

On blâme les États-Unis de faire du dumping; n'importe quel pays qui a des surplus va faire du dumping. Nous faisons presque du dumping de blé; pas cette année, mais dans le passé nous en avons fait. Quand nous avons été forcés de concurrencer les États-Unis relativement à une vente de blé à l'URSS, nous n'avons pas réussi; aujourd'hui, nous vendons notre blé à la Chine, et que pouvons-nous acheter de la Chine? Il nous faut faire des échanges, mais par l'intermédiaire d'autres pays où nous pouvons acheter des marchandises.

Quand nous étions en URSS—le député de Gaspé y était aussi—nous avons visité une usine de tracteurs. J'ai vu des tracteurs comme ceux en usage dans l'Ouest canadien en 1928 sur les fermes communautaires d'URSS. Puis, ces gens-là veulent nous exporter des tracteurs. Nous sommes prêts à en importer, mais lorsqu'on leur demande: Pouvez-vous nous fournir les pièces de rechange au cas où le tracteur aurait une panne; ils répondent: Non, nous n'avons pas pensé à cela. S'ils n'ont pas de pièces de rechange, nous ne pouvons pas en acheter.

● (1640)

Mais qu'est-ce qu'on peut leur vendre? Toutes sortes de choses. Nous produisons, ici, nous avons des richesses immenses. Ce n'est pas parce que la Russie n'en a pas; c'est parce que là-bas on a aboli l'initiative personnelle. On voit le tout s'en aller à la ruine. Ils ont des terres communautaires où le cultivateur travaille non pas 80 ou 90 heures par semaine, mais 46 heures, comme l'ouvrier. On le paye combien? Comme l'ouvrier, \$55 par mois. Pas par semaine, par mois! Avec ce salaire, s'il veut s'acheter une Skoda, il mettra exactement 15 ans à la payer.

Une voix: Même s'il pleut, il a travaillé ses heures réglementaires.

M. Caouette (Témiscamingue): Oui, oui, s'il pleut, les 46 heures sont faites; l'agriculteur rentre à la maison et ne retourne pas aux champs. S'il est en train de traire les vaches et qu'il est 5 heures, il abandonne la vache et rentre à la maison.

Monsieur le président, c'est un régime comme cela que nous voudrions ici? Nos agriculteurs, nos industriels, nos ouvriers sont prêts à produire tant qu'on le voudra. Un agriculteur se lève à 4 heures le matin pour traire les vaches. Je comprends qu'il y a des gens qui se lèvent à 10 heures pour «traire» les cultivateurs, mais cela ne fait rien.

Monsieur le président, des agriculteurs travaillent des heures, mais considérons la situation de cette industrie au Canada. Je crois que nous avons le pays qui est à peu près le meilleur producteur *per capita* dans le monde entier, mais nos gens travaillent. Au lieu de les encourager, on voudrait leur dire: Arrêtez de travailler! Qu'est-ce qu'on fait dans le domaine ouvrier présentement? On dit aux gars: Quarante heures par semaine, c'est trop; il faudrait